



Gérard Miquel

Sénateur du Lot,
Premier vice-président PS du conseil général du Lot

Quelle politique de l'eau pour la France ?

GÉRARD MIQUEL, HOMME DE TERRAIN, POSSÈDE le bon sens paysan. Il n'ambitionne pas les postes de ministre ou de secrétaire d'Etat mais il a su s'imposer au Parlement comme l'un des spécialistes de l'environnement. Sénateur rocardien du Lot adepte du « parler vrai », il a fait preuve de toute sa clairvoyance et de son savoir-faire à l'occasion du petit-déjeuner du **club Lamennais**, organisé le 5 novembre par le président du **Conseil national des ingénieurs et des scientifiques de France** (CNISF), Xavier Karcher, et animé par François Gervais, rédacteur en chef de la lettre **Horizons politiques** sur le thème : « *Quelle politique de l'eau pour la France ?* » Auteur d'un récent rapport de l'**Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques** qui fait désormais autorité sur « *la qualité de l'eau et l'assainissement en France* », Gérard Miquel a fort opportunément dépassonné le débat sur la qualité de l'eau qui est meilleure, a-t-il toutefois reconnu, dans les grandes villes que dans les campagnes « *là où les moyens manquent* ». Mais, assure avec juste raison le sénateur du Lot, il n'y a pas de quoi s'affoler ni laisser prise « *aux charlatans qui parviennent à vendre des filtres à eau anti-calcaire dans des régions granitiques ou des filtres anti-plomb alors qu'il n'y a pas de conduites en plomb !* »



Gérard Miquel et Xavier Karcher

Gare aussi à la psychose sur les « nitrates » et autres « pesticides ». Il ne faut pas confondre, assure-t-il, le danger et le risque. Si les nitrates sont dangereux, en revanche, il n'y a pas

de risques liés à l'eau consommée compte tenu des seuils adoptés en Europe. Et, pour être clair, cet ancien agriculteur, aujourd'hui reconverti dans la culture des truffes, ajoute : « *Il y a probablement plus de risques à manger un grain de raisin non lavé qu'à boire un litre d'eau du robinet !* »

Les ingénieurs et les scientifiques – en particulier, ceux représentant l'industrie chimique qui vont organiser en juin prochain une rencontre mondiale à Paris sur les problèmes liés à cette branche industrielle – ont apprécié ce dialogue

direct qui répond à leurs préoccupations. Car tout le monde est d'accord pour dire que la préservation de la ressource en eau de notre pays ressort d'un « *choix stratégique et politique* ». « *C'est celui du développement durable* », a précisé le sénateur du Lot qui estime que notre génération ne peut délibérément ruiner l'environnement. Cette préservation des ressources naturelles en eau coûte parfois très cher aux élus. En argent d'abord (c'est, selon lui, 50 milliards d'euros qui sont en jeu pour la réparation des canalisations, par exemple) et aussi en autorité. Car beaucoup d'élus, estime encore Gérard Miquel, rechignent à prendre des décisions indispensables – sur le renouvellement nécessaire de stations d'épurations vieilles de trente ans, sur le traitement des boues d'épuration ou la mise aux normes d'installations individuelles ou collectives vétustes, etc. –, car elles sont le plus souvent impopulaires.

Que fait la police de l'eau ?

Gérard Miquel a mis en exergue une série de problèmes qui touchent à la préservation de la qualité de l'eau de consommation. Parmi eux, il a cité notamment la loi sur la protection des sources, « *inadaptée, vieillie, bafouée et incontrôlable* ». « *Que fait la police de l'eau ?* », s'est-il écrit en relevant, par exemple, que 15% des forages seulement sont déclarés et que les trois quarts des procès-verbaux concernent les pêcheurs, plus souvent sanctionnés que les pollueurs. En fait, la police de l'eau est éclatée entre... 500 services de l'Etat sur tout le territoire. Ceci explique cela. Le sénateur du Lot a évoqué aussi les problèmes d'organisation. Il estime que la plupart des communes qui ont la charge de l'eau n'ont pas les moyens de financer les nouvelles technologies de traitement de



l'assainissement de l'eau. Il a dénoncé aussi les « *syndicats de toutes sortes* » qui sont, à ses yeux, autant de « *lieux de petits pouvoirs que l'on ne veut pas lâcher* ». Pour lui, la solution tient à la départementalisation. Gérard Miquel présentait d'ailleurs, ce même jour, 5 novembre, au Sénat, deux amendements à la loi sur les responsabilités locales allant dans ce sens.

Réduire les injustices

Le choix du sénateur du Lot de rendre le département gestionnaire de l'eau – ou, au moins, d'expérimenter cette proposition dans un département-pilote, le sien – vise à réduire ce qu'il considère comme une « *injustice* ». En effet, certaines communes pourvues de sources d'eau peuvent fournir une eau presque gratuite à leurs habitants alors que d'autres, limitrophes, paient cher leur eau. « *Il est anormal d'avoir des*

communes où l'on paie 30 F (4,57 euros) le mètre cube d'eau potable alors que, dans d'autres, c'est gratuit ! »

Le vice-président du conseil général du Lot estime même que la France aurait pu avoir un grand service de l'eau. « *On aurait mieux fait de nationaliser ce secteur, affirme-t-il. On aurait pu maîtriser la ressource, traiter convenablement l'eau et la distribuer au même tarif partout.* » Mais puisqu'il existe de grandes sociétés concessionnaires, il préconise de garder ce système qui fonctionne bien, précise-t-il, « *dans la mesure où l'on arrive à maintenir une vraie concurrence entre ces grands opérateurs* ». Au passage, le sénateur a jugé « *tout à fait déraisonnable* » la tendance des Français « *pas toujours fortunés* » à payer « *mille fois le prix de l'eau du robinet pour boire une eau minérale qui parfois ne respecte même pas les critères de potabilité imposés à l'eau distribuée* »...

Il serait dommage de se priver de Michel Rocard

Interrogé sur la place de Michel Rocard au sein du PS et sur la présence de l'ancien Premier ministre sur la liste socialiste aux prochaines élections européennes (où il est en balance avec Bernard Kouchner), le sénateur « *rocardien* » du Lot a répondu : « *Michel Rocard a apporté des idées neuves en politique. C'est le contraire d'un jacobin. Ma grande satisfaction, c'est de constater que les idées de Michel Rocard ont été mises en application par Lionel Jospin. Je crois que l'on aurait été bien inspiré de les suivre plus tôt. À partir de 1981, si on n'avait pas fait les nationalisations à 100 % mais seulement à 51 %, cela aurait été très bien. Car, a-t-il ajouté, on se rend compte aujourd'hui que c'est un gouvernement de gauche qui a privatisé comme jamais... Rocard est un garçon brillant, ce serait dommage que l'on s'en prive car, au niveau européen, il a fait du très bon travail* », affirme-t-il en conclusion. Enfin, Gérard Miquel s'est déclaré plutôt favorable à une loi sur le foulard. « *Je suis contre le foulard. Quand on choisit de vivre dans un pays où la laïcité est la règle, on s'y plie.* »

